



vendredi 24 février 2017

Les grands titres:

- Nigéria et région du lac Tchad : 672 millions de dollars promis par des bailleurs de fonds à la conférence d'Oslo
- Le chef de l'ONU exhorte les Syriens réunis à Genève à trouver une solution politique
- RDC : la MONUSCO s'inquiète des attaques contre des églises
- Niger : l'Ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF Orlando Bloom rencontre des familles affectées par la violence
- L'ONUSIDA plaide pour un monde sans discrimination
- L'UNESCO appelle la communauté internationale à faire revivre le patrimoine culturel iraquien après les destructions massives
- Pollution atmosphérique : des experts de l'ONU demandent des règles plus strictes
- L'ONU se dit troublée par la peine clémente infligée à un soldat israélien condamné pour avoir tué un Palestinien blessé

Nigéria et région du lac Tchad : 672 millions de dollars promis par des bailleurs de fonds à la conférence d'Oslo



Des personnes vivant dans le camp de déplacés de Melia, au lac Tchad, reçoivent des vivres du Programme alimentaire mondial (PAM). La plupart des personnes déplacées viennent des îles du lac Tchad, qui ont été abandonnées en raison de l'insécurité. Photo: PAM / Marco Frattini

24 février - Lors de la [Conférence humanitaire d'Oslo sur le Nigéria et la région du lac Tchad](#), 14 bailleurs de fonds ont promis vendredi 672 millions de dollars pour financer l'assistance aux personnes affectées par la grave crise humanitaire qui frappe cette région du monde, a annoncé le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

170 représentants de 40 pays, de l'ONU, des organisations régionales et de la société civile ont participé à cette conférence organisée conjointement par la Norvège, le Nigéria, l'Allemagne et les Nations Unies. Elle fait suite à une réunion de la société civile qui a vu une forte participation de la société civile travaillant au Nigéria, au Tchad, au Niger et au Cameroun.

La région du lac Tchad est confrontée à l'une des plus grandes crises humanitaire au monde avec 17 millions de personnes vivant dans les zones les plus touchées. Environ 11 millions d'entre elles ont besoin d'une assistance humanitaire d'urgence.

Lors de la conférence, 14 donateurs ont annoncé 458 millions de dollars de promesses de dons pour l'aide en 2017 et un



soutien additionnel de 214 millions de dollars pour 2018 et au-delà.

Les promesses de dons ont été annoncées par la Commission européenne, la Norvège, l'Allemagne, le Japon, la Suède, la Suisse, la France, l'Italie, l'Irlande, la Finlande, le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas et la République de Corée.

Les partenaires humanitaires se sont mis d'accord pour augmenter leur réponse, afin d'atteindre les groupes les plus vulnérables menacés par la famine, y compris les enfants souffrant de malnutrition sévère. Une attention particulière a été portée sur les besoins de protection des femmes, des enfants et de la jeunesse, ainsi que sur la nécessité d'un soutien à plus long terme et des solutions durables pour les personnes déplacées.

AUDIO: Ruby Sandhu-Rojon, Directrice adjointe du Bureau pour l'Afrique, Programme des Nations Unies pour le développement; *Credit: PNUD Nigeria*

« La crise humanitaire qui se déroule dans la région du lac Tchad, avec 10,7 millions de personnes ayant un besoin urgent d'assistance humanitaire, est véritablement une crise majeure », a déclaré le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien.

« Sans notre soutien accru, les communautés touchées seront condamnées à la faim, aux maladies, aux violences basées sur le genre, et aux déplacements continus. Mais un autre avenir est à portée de main : étant donné que la communauté internationale renforce son soutien, nous pouvons empêcher que cette crise ne s'aggrave d'avantage et entraîne d'inimaginables conséquences pour des millions de personnes », a-t-il ajouté.

M. O'Brien s'est dit reconnaissant du généreux soutien pour l'action humanitaire annoncé ce vendredi. « Les Nations Unies et nos partenaires sommes prêts et mobilisés à intensifier notre réponse vitale - les personnes dans la région n'ont pas le temps d'attendre », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU exhorte les Syriens réunis à Genève à trouver une solution politique



24 février - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, s'est dit encouragé par le fait que les Syriens, qui ont accepté l'invitation des Nations Unies à venir à Genève dans le cadre de la reprise des pourparlers inter-syriens, se soient retrouvés jeudi dans la même salle au Palais des Nations.

« Il se félicite du travail accompli par son Envoyé spécial [Staffan de Mistura] en vue de la reprise des pourparlers », a précisé son porte-parole, Stéphane Dujarric, dans une déclaration à la presse publiée jeudi soir.

M. Guterres s'est également félicité de la présence de représentants des pays membres du Conseil de sécurité et du Groupe international de soutien à la Syrie lors de la cérémonie d'accueil jeudi et a souligné « l'importance de l'unité internationale, dans les semaines et les mois à venir, en soutien au processus politique mené par l'ONU ».

« Après six années d'effusion de sang, le Secrétaire général exhorte les Syriens qui ont accepté l'invitation à se réunir à Genève à s'impliquer de bonne foi, alors que l'Envoyé spécial cherche à faciliter le processus », a dit son porte-parole. « Tout en reconnaissant que les progrès ne seront pas faciles, le Secrétaire général croit fermement que seule une solution politique peut apporter la paix en Syrie et que tous les Syriens qui se sont engagés à arriver à cet objectif devraient redoubler d'efforts pour la paix ».

C'est la première fois depuis neuf mois que des discussions de paix entre Syriens ont lieu à Genève en présence de représentants du gouvernement et de l'opposition, sous l'égide de l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura.

M. de Mistura a tenu à remercier la Russie, la Turquie, l'Iran et le Kazakhstan pour avoir initié les discussions préliminaires

qui ont eu lieu à Astana et facilité la mise en place d'un cessez-le-feu en Syrie. La veille de la reprise de ces pourparlers, l'Envoyé spécial avait toutefois déclaré devant les journalistes ne pas s'attendre à des miracles.

De son côté, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni vendredi matin pour des consultations à huis-clos afin de discuter de la situation en Syrie.

RDC : la MONUSCO s'inquiète des attaques contre des églises



24 février - RDC : la MONUSCO s'inquiète des attaques contre des églises

La Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) et le clergé catholique congolais se sont déclarés vivement inquiets des attaques récentes lancées contre des paroisses et autres installations catholiques dans plusieurs parties du pays.

De gauche à droite: le chef de la MONUSCO, Maman S. Sidikou, Monseigneur Marcel Utambi, archevêque de Kisangani et président de CENCO, et Monseigneur Luis Mariano Montemayor, nonce apostolique en RDC, ont publié une déclaration commune sur l'attaque des églises. Photo: MONUSCO

Dans une déclaration conjointe publiée jeudi, la MONUSCO, la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et la Nonciature apostolique ont noté que ces attaques ont été particulièrement violentes dans les provinces de Kinshasa, Haut-Katanga, Kasai-Central et Kasai-Oriental.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC et Chef de la MONUSCO, Maman S. Sidikou, Monseigneur Marcel Utambi, Archevêque de Kisangani et Président de la CENCO, et Monseigneur Luis Mariano Montemayor, Nonce Apostolique en RDC, ont condamné fermement ces actes qui sont d'ailleurs punissables en droit pénal congolais.

« Les lieux de culte appartiennent à tous et, en tant que tels sont censés être apolitiques; les églises sont aussi des lieux de recueillement pour les populations et doivent être respectées et protégées », ont-ils dit. « En s'y attaquant, leurs auteurs et/ou commanditaires portent atteinte à un bien commun de tous les Congolais ».

La MONUSCO, la CENCO et la Nonciature Apostolique ont appelé à la cessation immédiate de ces actes déplorables et ont demandé aux acteurs politiques de les condamner tout aussi fermement afin de déjouer toute tentative de manipulation visant à fragiliser la mise en œuvre de l'Accord politique, global et inclusif du 31 décembre 2016.

Niger : l'Ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF Orlando Bloom rencontre des familles affectées par la violence



L'Ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF Orlando Bloom discute avec Eta, 12 ans, au Niger. Photo UNICEF/Vincent Tremeau

24 février - L'Ambassadeur de bonne volonté du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Orlando Bloom, s'est rendu cette semaine à Diffa, dans le sud-est du Niger, pour jeter un coup de projecteur sur la crise humanitaire qui frappe la région du bassin du lac Tchad où la violence de Boko Haram a provoqué d'importants déplacements de populations.

Des centaines de milliers d'enfants de la région ont été forcés de fuir leurs domiciles, ne vont plus à l'école et risquent de souffrir de malnutrition, a souligné l'UNICEF dans un communiqué de presse.

Dans les régions touchées par la violence au Niger, au Nigéria, au Tchad et au Cameroun, 2,3 millions de personnes sont aujourd'hui déplacées, ce qui fait de cette crise l'une des plus graves crises de déplacement en Afrique. La région de Diffa accueille actuellement plus de 240.000 personnes déplacées, réfugiées et rapatriées, dont 160.000 enfants.

« Au cours de ma visite, j'ai entendu des histoires terribles sur des enfants fuyant à pied, laissant tout derrière eux, y compris la sécurité de leurs maisons et des salles de classe », a déclaré l'acteur britannique.

Orlando Bloom a ainsi rencontré Amada Goni, 14 ans, qui vit avec sa famille à Garin Wazam, un camp pour personnes déplacées. Quand la crise a commencé, beaucoup d'amis d'Amada ont rejoint Boko Haram, volontairement ou non. Il a raconté à l'Ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF ses terribles cauchemars et comment il ne se sent pas en sécurité depuis que son village a été attaqué il y a huit mois. Amada va maintenant tous les jours au centre de soutien psychosocial soutenu par l'UNICEF où il reçoit de l'aide pour faire face au traumatisme auquel il a été confronté et pour rencontrer de nouveaux amis.

« De nombreux enfants au Niger et dans la région du lac Tchad ont été déracinés par cette crise », a souligné Marie-Pierre Poirier, Directrice régionale de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale. « Ils ont subi des violences et des abus inimaginables, ils ont perdu leur familles, leurs maisons et ont manqué des années d'éducation. Ces enfants ont besoin avant tout de la fin de la violence et nous devons faire tout notre possible pour les aider à reconstruire leur vie ».

L'UNICEF et ses partenaires au Nigéria, au Cameroun, au Tchad et au Niger ont augmenté le niveau d'assistance à des milliers de familles dans la région, avec un accès à l'eau potable, à l'éducation, au soutien psychosocial, ainsi qu'aux vaccins et au traitement de la malnutrition. Cependant, la pénurie de fonds et l'accès difficile à cause de l'insécurité entravent la fourniture de l'aide humanitaire à des milliers d'enfants.

L'ONUSIDA plaide pour un monde sans discrimination



Journée "Zéro discrimination" est l'occasion de s'unir contre la discrimination et de célébrer le droit de chacun à vivre une vie pleine et productive avec dignité. Source: ONUSIDA

24 février - A quelques jours de la Journée « Zéro discrimination » qui est célébrée chaque année le 1er mars, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/Sida (ONUSIDA) a exhorté les gens à s'exprimer et à faire du bruit afin d'atteindre cet objectif et une société juste et équitable.

« Tout le monde a le droit d'être traité avec respect, de vivre sans discrimination, sans contrainte et sans abus », a déclaré le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, Michel Sidibé. « La discrimination ne fait pas que blesser les individus, elle pénalise tout le monde parce que la diversité sous toutes ses formes est bénéfique pour tous ».

La discrimination s'exprime sous de nombreuses formes, qu'il s'agisse de la discrimination raciale ou religieuse, de la discrimination liée au sexe, à l'orientation sexuelle ou à l'âge, et les intimidations à l'école ou au travail, rappelle l'ONUSIDA.

Dans seulement trois pays sur dix dans le monde, autant de filles que de garçons fréquentent l'école secondaire supérieure et les personnes handicapées sont trois fois plus susceptibles d'être privées de soins de santé que les autres.

L'objectif « zéro discrimination » fait partie intégrante de la vision de l'ONUSIDA. Cette année, l'agence onusienne appelle à « zéro discrimination » dans les établissements de santé. Le droit à la santé est un droit fondamental de l'être humain qui comprend l'accès à des services de soins de santé abordables, rapides et de qualité pour tous, mais la discrimination reste répandue dans ces établissements, créant ainsi un obstacle sérieux à l'accès aux services pour les personnes séropositives.

« Les services des soins de santé devraient être des environnements sûrs et accueillants. Il est inacceptable que la discrimination empêche l'accès aux soins », a déclaré M. Sidibé. « Éliminer la discrimination dans le secteur des soins de santé est essentiel, et nous devons exiger que cela devienne une réalité ».

Des données de l'Indice de la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH concernant 50 pays montrent qu'une personne sur huit vivant avec le VIH se voit refuser des soins de santé. Environ 60% des pays de l'Union européenne et de l'Espace économique européen indiquent que la stigmatisation et la discrimination parmi les professionnels de la santé restent un obstacle à la fourniture de services adéquats de prévention du VIH pour les hommes ayant des rapports sexuels avec hommes et pour les personnes qui s'injectent des drogues.

L'UNESCO appelle la communauté internationale à faire revivre le patrimoine culturel iraquien après les destructions massives



Le site d'Ashur (Qal'at Sherqat) en Iraq, inscrit au patrimoine de l'UNESCO. Photo: © UNESCO/S. Al-Khoja

24 février - La Conférence internationale de coordination sur la sauvegarde du patrimoine culturel dans les zones libérées d'Iraq, organisée au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Paris, a clos ses travaux vendredi en jetant les bases d'une action d'urgence et à plus long terme pour préserver les sites archéologiques riches, divers et séculaires du pays, ses musées, son patrimoine religieux et ses villes historiques.

Après deux jours de réunions, des représentants du gouvernement iraquien et environ 80 experts du patrimoine iraquien venus du monde entier ont approuvé la mise en place d'un Comité de pilotage conjoint entre l'UNESCO et l'Iraq pour coordonner et promouvoir les nombreuses initiatives nationales et internationales visant à réhabiliter le patrimoine culturel du pays.

Irina Bokova, la Directrice générale de l'UNESCO, a souligné que les dommages étaient plus importants que ce qui était redouté et a décrit la conférence qui s'est tenu à Paris comme le début d'un long processus de réhabilitation susceptible de s'étendre sur plusieurs dizaines d'années.

« Il s'agit d'une étape décisive pour le peuple iraquien et pour la compréhension mondiale du rôle du patrimoine pour les sociétés confrontées à des situations de conflit », a déclaré Mme Bokova à l'issue de la conférence co-organisée par l'UNESCO et le Ministère de la culture iraquien avec le soutien financier du Japon.

AUDIO: Nada Al Hassan, Chef de l'Unité des États arabes au Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO; *Credit: @Nada Al Hassan*

Moins de trois mois après l'envoi de missions d'urgence à Ninive et Nimrud, et plus récemment, d'une mission d'évaluation des dommages dans le site d'Ashur, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial, Irina Bokova a déclaré que « l'UNESCO est déjà mobilisée sur le terrain pour aider l'Iraq à protéger le patrimoine et les biens les plus exposés ainsi que pour sécuriser et surveiller les sites ».

D'après Qais Rasheed, Vice-ministre iraquien de la culture pour les antiquités et le tourisme, les extrémistes violents ont causé de sérieux dégâts à des sites archéologiques d'une importance mondiale, en détruisant notamment 70% de Ninive et 80% de Nimrud. Ils ont creusé des galeries dans des sites importants comme Mossoul afin de trouver des antiquités à vendre sur Internet et destinées à alimenter le marché noir.

Selon Mohamed Iqbal Omar, Ministre iraquien de l'éducation, il faut « mettre fin au commerce des antiquités iraqiennes, adhérer à la résolution 2199 du Conseil de sécurité des Nations Unies [qui proscrit tout commerce de biens culturels en provenance d'Iraq et de Syrie] et assécher les finances de Daech ».

« Au moment où nous reprenons notre pays en main, nous avons besoin du soutien de l'UNESCO, des Nations Unies et d'autres institutions pour remettre en état les musées, les villes et les sites et récupérer les objets volés. Nous avons besoin d'un plan de travail assorti d'un calendrier et d'un soutien technique et financier », a déclaré Fryad Rawandouzi, Ministre de la culture d'Iraq.

La réunion comprenait également une session d'information destinée aux représentants des 195 Etats membres de l'UNESCO, étape essentielle pour la levée de fonds destinée à financer les priorités stratégiques identifiées au cours de la réunion : les sites archéologiques, les musées et leurs collections, les sites du Patrimoine mondial ainsi que ceux de la Liste indicative [inventaire des biens que chaque Etat partie a l'intention de proposer pour inscription], les manuscrits historiques, les bâtiments historiques et le patrimoine urbain ainsi que le patrimoine religieux.

Parmi les actions identifiées, certaines ont été qualifiées d'urgentes, notamment la nécessité de procéder à une évaluation approfondie des dommages et les mesures de protection et de conservation comme la sécurisation des sites exposés.

« Malgré ses efforts, Daech n'est pas parvenue et ne parviendra jamais à effacer notre culture, notre identité, notre diversité, notre histoire et les piliers de notre civilisation. J'appelle le monde à nous venir en aide », a déclaré Mohammad Iqbal Omar.

Pollution atmosphérique : des experts de l'ONU demandent des règles plus strictes



ONU Environnement

Photo

24 février - Des experts des droits de l'homme des Nations Unies ont appelé vendredi à une action forte et urgente de la part des États pour lutter contre la pollution atmosphérique et veiller ainsi à ce que les populations du monde entier puissent jouir des droits humains à la vie et à la santé dans des environnements exempts de contamination.

« La pollution de l'air est une préoccupation majeure des droits de l'homme dans le monde », ont déclaré les experts dans un communiqué de presse, soulignant que les polluants atmosphériques toxiques sont associés à un risque accru d'accident vasculaire cérébral (AVC), de maladies cardiaques, de cancer et de maladies respiratoires, y compris l'asthme.

Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ sept millions de décès prématurés sont liés chaque année à l'exposition des êtres humains à la pollution atmosphérique. De plus en plus de preuves scientifiques indiquent que la pollution atmosphérique est devenue la principale cause environnementale de décès prématuré dans le monde.

Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et les substances et déchets dangereux, Baskut Tuncak, ainsi que ses collègues experts des Nations Unies, Dainius Puras, John H Knox et Rosa Kornfeld-Matte, demandent une meilleure réglementation dans le domaine de la pollution atmosphérique. Le groupe de travail de l'ONU sur les droits de l'homme et les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales s'est joint aux experts pour exprimer son inquiétude.

« Les enfants et les personnes en situation de vulnérabilité, y compris les femmes en âge de procréer, les personnes âgées, les personnes en mauvaise santé et celles vivant dans des communautés moins riches restent les plus vulnérables », ont averti les experts.

Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 300 millions d'enfants, soit près d'un septième de la population mondiale, vivent dans des zones où la pollution atmosphérique est la plus toxique. Et les experts soulignent que les pédiatres qualifient de « pandémie silencieuse » l'impact de cette pollution sur la santé des enfants.

Une responsabilité de protéger qui incombe aux Etats

Pour les experts, « une menace comme celle-ci ne peut plus être ignorée » et les États ont le devoir de prévenir et de contrôler l'exposition à la pollution atmosphérique toxique et de protéger contre les effets néfastes sur les droits de l'homme.

« L'impunité pour les responsables de la pollution atmosphérique est aujourd'hui répandue », ont-ils déploré, soulignant un manque de responsabilité « inacceptable » et dénonçant des rapports récents de ministres de l'environnement niant ses effets malgré des preuves accablantes du contraire. « Une action urgente est désormais nécessaire, conformément aux normes internationales des droits de l'homme ».

Les experts ont souligné qu'une coopération transfrontalière est nécessaire pour promouvoir l'adoption de mesures préventives et de contrôle dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie et des transports. « En plus d'une législation solide et pleinement mise en œuvre, nous avons besoin d'investissements dans les infrastructures et d'incitations à long terme pour la réduction de la pollution et l'innovation technologique », ont-ils ajouté.

Les experts ont conclu que l'amélioration de la réglementation des émissions toxiques des véhicules et de sources industriels, le renforcement de la gestion des déchets et des pratiques de recyclage et la promotion des énergies renouvelables sont des étapes essentielles pour traiter efficacement les problèmes de qualité de l'air et de santé publique.

Les experts cités sont Baskut Tuncak, Rapporteur spécial sur les conséquences pour les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des substances et des déchets dangereux; Dainius Pūras, Rapporteur spécial sur le droit de chacun à jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible; John H. Knox, Rapporteur spécial sur la question des obligations en matière de droits de l'homme relatives à la jouissance d'un environnement sûr, propre, sain et durable; Rosa Kornfeld-Matte, Experte indépendante sur la jouissance de tous les droits de l'homme par les personnes âgées; et Michael K. Addo, Président du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises commerciales.

L'ONU se dit troublée par la peine clémente infligée à un soldat israélien condamné pour avoir tué un Palestinien blessé



Une porte-parole du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HDCH), Ravina Shamdasani. Photo ONU multimedia

24 février - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est dit vendredi troublé par la peine clémente infligée par un tribunal militaire à un soldat israélien qui a été condamné pour avoir tué un Palestinien alors que ce dernier était blessé.

« Nous sommes profondément troublés par la peine clémente prononcée par le tribunal militaire de Tel Aviv au début de cette semaine contre un soldat israélien condamné pour avoir illégalement tué un Palestinien blessé dans ce qui ressemble à l'exécution extrajudiciaire d'un homme non armé qui ne représentait clairement aucune menace imminente », a dit une porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani, lors d'un point de

presse à Genève.

Le sergent Elor Azaria a été reconnu coupable d'homicide involontaire en janvier 2017 pour avoir abattu Abdelfattah al-Sharif à Hébron en mars 2016. Au moment des faits, M. Al-Sharif était non armé et allongé sur le sol, blessé, après avoir reçu des coups de feu pour avoir poignardé et blessé un soldat israélien. Bien que l'homicide involontaire puisse conduire à une peine maximale de 20 ans, le sergent Azaria a été condamné à seulement 18 mois de prison et une rétrogradation.

Plus de 200 Palestiniens ont été tués par les forces de sécurité israéliennes depuis le début du récent regain de violence en Cisjordanie en septembre 2015. Le sergent Azaria est le seul membre des forces de sécurité israéliennes à avoir été traduit en justice pour un tel meurtre.

Le HCDH estime que la condamnation, « qui est excessivement clémente », est « difficile à concilier avec le meurtre intentionnel d'un individu non armé et vulnérable ». Elle contraste également avec les peines prononcées par d'autres tribunaux israéliens pour des infractions moins graves, notamment la condamnation d'enfants palestiniens à plus de trois ans d'emprisonnement pour avoir jeté des pierres sur des voitures.

« Cette affaire risque de compromettre la confiance dans le système judiciaire et de renforcer la culture de l'impunité », a déclaré Ravina Shamdasani.